Patrick Martin sur RTL Matin : « Les entreprises ont besoin qu'on arrête de les accabler »

Publié le 15 octobre 2025

Invité de RTL Matin le 14 octobre, Patrick Martin a commenté la décision du Premier ministre de suspendre la réforme des retraites qui selon lui pèsera lourd en impôts. Il demande aussi plus de soutien pour les entreprises à l'instar de ce que font tous les autres pays.

Sur la réforme des retraites

« Ce qui nous intéresse, ce n'est pas l'horizon à 3 mois, c'est l'horizon à 30 ans. A un moment ou à un autre, la suspension ça se paiera en croissances, ça se paiera en dettes ou ça se paiera en impôts. On est bien parti pour que ça se paie en impôts, notamment sur les entreprises. (…) Tous les pays du monde, la Chine, les Etats-Unis au premier chef, mais c'est vrai de l'Italie, c'est vrai de l'Allemagne, c'est vrai de l'Espagne, aident leurs entreprises. (…) Tout le monde a pris acte, enfin, semblait avoir pris acte du fait que, en termes de dette publique, on est dos au mur. Les Français, massivement, ne font plus confiance dans leurs régimes sociaux. À un moment donné, il faut en tirer les conséquences. Ce n'est pas un sujet d'entreprise, c'est un sujet pour le pays. (…) Le Sénat est, d'évidence, opposé à ne serait-ce que ce décalage. Alors, on me dit, vous allez faire le lit du RN, il y a un sénateur RN sur 368 sénateurs. Il faut arrêter de se convaincre que tout le monde est favorable à ce décalage. Que tactiquement, ça soit compréhensible et que ce soit fait, why not ? Mais comprenons bien les conséquences y compris sur les taux d'intérêt auxquels emprunteront non seulement l'État, mais moi, vous, pour un crédit à la consommation, pour un crédit immobilier, sur un marché immobilier qui est totalement figé. Donc, à un moment donné, il faut avoir une vision globale et un peu profonde dans le temps. On a un déficit public de 170 milliards d'euros cette année. La dette publique s'est accrue de 70 milliards au dernier trimestre et on vient de nous expliquer que cette réforme, qui en réalité n'a qu'un but, c'est de faire augmenter le taux d'emploi. Donc, la production de richesse, donc le pouvoir d'achat. Donc, allons au bout du raisonnement. Il y aura moins de richesse, il y aura moins d'investissement, il y aura moins de pouvoir d'achat. »

Sur le projet de loi de finances et le PLFSS

« On est parti pour avoir, au titre du projet de loi de finances et de finances de la sécurité sociale, de l'ordre de 10 milliards d'euros de prélèvements obligatoires supplémentaires sur les entreprises cette année. On en a eu 13 l'année dernière. On est à contresens de ce que le monde entier fait. On contre-performe. Vous citiez Philippe Aghion, je vais le citer à mon tour. Lui, ce n'est pas un défenseur forcené des impôts, tout au contraire. Il est pour la croissance et l'innovation. Donnons-nous les moyens de la croissance et de l'innovation. Nous avons eu droit à 10 milliards d'impôts supplémentaires sur les entreprises. Les Allemands, que font-ils pendant ce temps ? 46 milliards d'aides aux entreprises pour investir. Une baisse du taux d'impôt sur les sociétés fédérales à 10 %. Il va y avoir une reconduction de la surtaxe DS. Ça porte le taux d'impôt sur les sociétés, sur des entreprises importantes, mais de taille intermédiaire, à 35 %. On fait le contraire de ce qu'il faut faire. (…) Il y a 12 millions de salariés employés par les entreprises du Medef. Il y a un sondage Odoxa qui est tombé dimanche qui est très intéressant. 82 % des Français ont une bonne opinion de l'entreprise. 82 % des salariés considèrent qu'il ne faut pas augmenter les impôts sur les entreprises et 84 % des chefs d'entreprise considèrent qu'il faut que nous nous exprimions le cas échéant sous forme d'un grand meeting. (…) Ce que je dis aujourd'hui, on l'a toujours dit on a été parmi les premiers à le dire et je crois qu'on ne s'est pas beaucoup trompé sur cette forme de dérive du pays et de situation

critique des finances publiques. »

Sur les attentes des entreprises

« *Les entreprises ont besoin qu'on arrête de les accabler, de dire n'importe quoi, notamment sur les aides aux entreprises. On a des millions de chefs d'entreprise petits ou grands qui se lèvent tous les matins pour bien faire, qui sont attentifs à leurs salariés, qui veulent servir leurs clients donc, si on peut leur envoyer déjà un signal de soutien, alors il pourrait y avoir une reprise de la baisse de la trajectoire de la CVAE, ça n'enlève rien au fait qu'en solde, on paiera 9 à 10 milliards d'euros de plus.* »

>> Revoir l'interview sur Dailymotion